

Intervention de Jean-Marc CLERY - FSU

Difficile de dire si la période actuelle est vraiment historique, c'est l'avenir qui nous le dira. Mais elle est certainement exceptionnelle. Dans ces conditions, la volonté du CESER d'avoir une expression sur la situation est légitime d'autant que le texte proposé par le bureau reflète bien les principes que porte notre assemblée. Mais en tant qu'organisation syndicale de salariés inscrite dans ses principes et par ses luttes dans l'histoire du mouvement ouvrier, la FSU tient ici à caractériser plus clairement la situation en explicitant les responsabilités ainsi que les intérêts en jeu dans la crise actuelle.

En arrivant en tête du scrutin avec près de 40% des voix, l'extrême droite a incontestablement atteint un niveau inédit, confirmant sa dangereuse progression dans tous les secteurs de la société comme dans l'ensemble du pays – la Bretagne elle-même ne fait ainsi plus exception, le Rassemblement national arrivant en tête dans une grande majorité de nos communes.

S'il est toujours délicat de prétendre cerner exactement les motivations d'un vote, chacun constate la banalisation des idées portées par les partis d'extrême-droite : immigration, sécurité, terrorisme, contrôle des frontières, sont ainsi selon une enquête récente de l'Ifop, les quatre principaux déterminants du vote Bardella de dimanche dernier – auxquels s'ajoute l'Éducation.

Ainsi les questions d'emploi et de travail, de qualité de vie, de présence des Services publics et d'accès aux biens communs, ou encore de lutte contre les inégalités, sont singulièrement absentes de ce "*Top five*" de la motivation à voter RN – Comment l'expliquer ?

Incontestablement les media ont joué un rôle dans l'omniprésence aujourd'hui des thèmes sécuritaires. La responsabilité des réseaux sociaux et de certaines chaînes d'info en continu dans la banalisation des idées d'extrême-droite n'est plus à démontrer. Assumant une posture de plus en plus ouvertement réactionnaire, leurs propriétaires n'ont cessé de saturer de leurs obsessions le champ médiatique.

Pour autant, cette offensive idéologique ne suffit pas à expliquer une telle absence des thématiques sociales dans les déterminants du vote RN, ceci alors que de nombreux analystes décrivent ce vote comme fortement investi par les classes populaires. L'explication doit donc en être recherchée ailleurs, notamment dans la dépolitisation des questions sociales au cours de ces dernières années.

Il y a dépolitisation des questions sociales lorsque celles-ci ne sont plus abordées comme pouvant faire l'objet de débats légitimes sur la forme que doit prendre l'organisation sociale du pays (sur la répartition des richesses et des pouvoirs, etc.), mais lorsque, au contraire, ces questions sociales ne sont plus considérées que comme des "problèmes à gérer", c'est-à-dire uniquement comme des conséquences plus ou moins fâcheuses imposées par des réalités économiques objectives qu'il n'y aurait pas lieu d'interroger.

Si la volonté politique d'imposer la dépolitisation de la question sociale en France ne date pas d'hier, le fait est que celle-ci s'est considérablement renforcée depuis une quinzaine d'années lorsque le débat entre la gauche et la droite dites "de gouvernement" a semblé perdre ses repères, et plus encore avec l'arrivée au pouvoir de "l'extrême-centre" incarné par Emmanuel Macron.

En même temps qu'il s'appliquait à mettre en œuvre les préconisations du modèle social-libéral prôné par l'OCDE qui recommandait de ne conserver qu'une protection résiduelle pour les plus pauvres et de délier les entreprises de toute contribution sociale, le nouveau "*bloc bourgeois*" dominant est parvenu à disqualifier, dans le débat politique comme dans la recherche, toute option alternative défendant une autre répartition de la valeur et sa redistribution par la fiscalité et la protection sociale.

Ainsi depuis des années, tandis que des secteurs entiers du pays subissaient le déclassement et la précarisation de l'emploi, le recul de la protection sociale et de la présence des Services publics, au point de se sentir abandonnés par la puissance publique, les mêmes découvraient de surcroît que, pour la classe politique dominante, leurs attentes d'une vie meilleure ne relevaient plus du débat normal mais, au mieux, de fantasmes irrationnels, au pire, d'une pensée *extrémiste* qu'il convenait de réprimer... Ceux qui en doutaient encore en 2017 eurent depuis maintes occasions de l'apprendre à leurs dépens en expérimentant la violence répressive de l'État et l'absence de considération pour ce qu'ils pouvaient bien avoir à dire de leurs vies.

Dès lors faut-il s'étonner que ce soit sur un autre terrain – celui du régalien dans ce qu'il a de plus fruste – que la volonté de changement ait trouvé son terrain d'expression ? Rien d'étonnant à vrai dire car la frontière, la sécurité, l'ordre, et la transmission de "valeurs" à la jeunesse, apparaissent comme les seuls sujets sur lesquels l'opinion semble encore pouvoir peser sur la décision politique. Faut-il s'en étonner quand par ailleurs, partout y compris au sommet de l'État, on érige le patriotisme cocardier et le sacrifice guerrier comme la plus noble façon de *faire Nation* ?

Qu'on nous comprenne bien : tenter d'expliquer le résultat de dimanche dernier n'est pas l'excuser. La xénophobie, la stigmatisation des musulmans, l'antisémitisme et le racisme sous toutes ses formes nous révulsent ; l'homophobie, la transphobie, le virilisme et la culture de la violence à l'égard des femmes, nous font horreur ; et l'exclusivisme national n'est qu'une triste impasse. On a voulu simplement faire comprendre ici que la démocratie n'est pas seulement menacée par ceux qui veulent exclure ou abolir *l'Autre* en raison de son altérité. Elle l'est également par ceux qui prétendent gouverner sans plus de conflictualité en marginalisant tous ceux qui les contestent et contestent l'ordre établi - c'est-à-dire une forme après tout toujours contingente de la société.

Il s'agit donc rien moins aujourd'hui que de ramener l'apaisement dans notre démocratie. Il s'agit tout au contraire de ramener de la véritable conflictualité politique en mettant fin au processus d'exclusion hors du champ de la parole publique légitime des aspirations populaires et des revendications sociales. Depuis des années nos organisations syndicales alertent sur la crise sociale et démocratique, convaincues que son pourrissement ne peut que déboucher sur le ressentiment et la haine. Même si elles n'ont pas toujours su elles-mêmes prendre toute la mesure du manque de considération et du sentiment d'humiliation vécu par une partie de la société, elles ont mené des luttes pour tenter d'enrayer les reculs sociaux et pour cimenter les solidarités autour de revendications progressistes, pour l'emploi et les salaires, pour la santé et l'éducation, et pour l'égalité d'accès aux droits et aux biens communs.

Refusant la banalisation du racisme et de la xénophobie au quotidien tout en dénonçant les conséquences désastreuses des politiques actuelles, la FSU, au côté des organisations syndicales du mouvement ouvrier et des forces sociales, est résolument engagée pour la repolitisation de l'ensemble des questions économiques et sociales.

C'est pourquoi, dans cet esprit, la FSU prend aujourd'hui toute sa part dans la construction d'une alternative économique et sociale, féministe, écologiste et anti-raciste, aux antipodes de ce que porte l'extrême-droite mais aussi des politiques néolibérales qui ont fait son terreau depuis trop longtemps.